

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) – 2025AO50005 -
RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE
SECURITE INCENDIE**

SOMMAIRE

Article 1 - Identification des parties	4
1.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 - Etablissements du GHT	4
1.3 - Titulaire	4
Article 2 - Objet du marché	4
Article 3 - Décomposition en lot(s)	4
Article 4 - Phase(s)	4
Article 5 - Tranche(s)	4
Article 6 - Durée du marché	4
Article 7 - Forme du marché	4
Article 8 - Documents contractuels	5
8.1 - Pièces constitutives du marché	5
8.2 - Modification du marché	5
Article 9 - Sous-traitance.....	5
Article 10 - Conditions d'exécution du marché.....	6
10.1 - Dispositions générales	6
10.2 - Démarrage du projet	6
10.3 - Maintenance préventive	6
10.4 - Maintenance corrective	6
10.5 - Emission des commandes.....	6
10.6 - Délais d'exécution	6
10.7 - Expiration des délais d'exécution	6
10.8 - Prolongation des délais d'exécution	6
10.9 - Lieu d'exécution	7
Article 11 - Information, conseil et obligation de résultat.....	7
Article 12 - Evaluation et plan de progrès	7
12.1 - Evaluation de l'exécution.....	7
12.2 - Plan de progrès	7
Article 13 - Modalités de détermination des prix	7
13.1 - Répartition des paiements.....	7
13.2 - Forme des prix	7
13.3 - Détermination des prix	7
13.4 - Taux de remise.....	8
13.5 - Evolution des prix.....	8
13.6 - Clause de sauvegarde	8
13.7 - Prestations non listées dans les annexes financières	9
Article 14 - Opération de vérification et décision après vérification.....	9
Article 15 - Garantie.....	9
Article 16 - Avance.....	9
16.1 - Avance du titulaire	9
16.2 - Avance du sous-traitant.....	9
Article 17 - Cautionnement	10
Article 18 - Modalités de règlement	10
18.1 - Paiements partiels définitifs.....	10
18.2 - Contenu des demandes de paiement partiel définitif.....	10
18.3 - Remise des demandes de paiement partiel définitif.....	10
18.4 - Acceptation des demandes de paiement partiel définitif	10
18.5 - Mode de règlement	11
18.6 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée	11
18.7 - Intérêts moratoires	11
Article 19 - Nantissement / cession de créance	11
Article 20 - Pénalités.....	11
20.1 - Pénalités pour retard des prestations forfaitaires de maintenance	12
20.2 - Pénalités pour indisponibilité des équipements.....	12
20.3 - Autres pénalités en lien avec les prestations.....	12
20.4 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance	12
20.5 - Pénalités pour travail dissimulé	12
20.6 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance	13
20.7 - Pénalités pour erreur de facturation	13
20.8 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance	13
20.9 - Pénalités exclusion.....	13
20.10 - Modalités d'application des pénalités	13
Article 21 - Exécution aux frais et risques.....	13
Article 22 - Continuité du service	14
Article 23 - Assurances	14
Article 24 - Confidentialité.....	14
Article 25 - Connaissance des lieux.....	15
Article 26 - Sécurité et hygiène	15
Article 27 - Titulaire étranger.....	15

Article 28 - Sous-traitant étranger	15
Article 29 - Langue.....	15
Article 30 - Obligations du titulaire	15
Article 31 - Modification du marché.....	15
31.1 - Modification des prestations prévues au marché	16
31.2 - Modification du nombre d'appareils entretenus en cours de marché	16
31.3 - Prestations supplémentaires ou modificatives.....	16
31.4 - Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme	16
31.5- Modification temporaires des prix et/ou de la formule de révision des prix	16
31.6 - Modification du montant du marché	17
31.7 - Modification de la durée du marché	17
31.8 - Modification affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	17
Article 32 - Résiliation	18
32.1 - Décès ou incapacité civile du titulaire.....	18
32.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	18
32.3 - Incapacité physique du titulaire	18
32.4 - Difficulté d'exécution du marché.....	18
32.5 - Ordre de service tardif.....	18
32.6 - Faute du titulaire.....	18
32.7 - Intérêt général	19
Article 33 - Clause de réexamen.....	19
Article 34 - Règlement des différends / litiges.....	19
34.1 - Différends	19
34.2 - Litige.....	19
34.3 - Comité consultatif de règlement amiable des différents ou litiges aux marchés publics	19
Article 35 - Dérogations aux articles du CCAG	19

Article 1 - Identification des parties

1.1 - Pouvoir adjudicateur

Le terme « pouvoir adjudicateur » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Mâcon.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Nom officiel	Centre Hospitalier de Mâcon
Adresse postale	350 Boulevard Louis Escande
Ville	Mâcon
Code postal	71000
Pays	France

1.2 - Etablissements du GHT

Le terme « établissements du GHT » est employé pour qualifier les établissements du Groupement Hospitalier du Territoire Bourgogne Méridionale.

Les établissements du GHT participant à cette consultation sont mentionnés à l'annexe 1 du présent cahier des clauses administratives particulières.

1.3 - Titulaire

Le terme « titulaire » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie du GHT Bourgogne Méridionale.

Article 3 - Décomposition en lot(s)

Le marché est composé de 3 lots :

Lot 1 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB
Lot 2 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS
Lot 3 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie autres marques

Article 4 - Phase(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Article 5 - Tranche(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 6 - Durée du marché

Le marché a une période ferme allant du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026.

Dans le cas où le marché serait notifié postérieurement à cette date, le marché ne peut commencer à s'exécuter qu'à compter du jour de sa notification.

Au-delà de cette période ferme, le marché peut être reconduit tacitement par période de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder le 31 mars 2029.

Si le pouvoir adjudicateur n'a pas notifié par écrit au titulaire de décision de non reconduction du marché au moins un mois avant la fin de chaque période, le marché est réputé reconduit tacitement.

Le titulaire ne peut en aucun cas refuser la reconduction du marché.

Article 7 - Forme du marché

La consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R 2124-1, R 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 et R2181-3 du Code de la commande publique.

En application des articles R 2162-1 à R 2162-6 du Code de la commande publique, le marché fait l'objet d'un accord-cadre en monotitarisation sans minimum et avec un maximum en valeur de :

Lots	Montant en € HT
Lot 1 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB	1 580 000
Lot 2 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS	374 000
Lot 3 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie autres marques	84 000
Total	2 038 000

Le montant maximal indiqué correspond au double du montant estimatif indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes conformément aux articles R 2162-13 et R 2162-4 du Code de la commande publique.

Article 8 - Documents contractuels

8.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- La décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (annexe 1 et 2 à l'acte d'engagement)
- Le cahier des clauses administratives particulières et son/ses annexe(s) éventuelle(s), dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières et son/ses annexe(s) éventuelle(s) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le mémoire technique, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seul foi

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les clauses applicables seront, sauf erreur manifeste, celles indiquées dans les documents qui sont les mieux placées dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

PIECE GENERALE

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services dans sa version en date du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans le(s) document(s) du titulaire (contrat, devis,...) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

8.2 - Modification du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions définies dans les articles R 2194-1 à R 2194-9 du code de la commande publique.

Article 9 - Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, chaque titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, chaque titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00 TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le pouvoir adjudicateur.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

Article 10 - Conditions d'exécution du marché

10.1 - Dispositions générales

Les prestations doivent répondre durant toute la durée du marché, aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières.

10.2 - Démarrage du projet

Dès la notification du marché, et en complément de l'article 9 du cahier des clauses techniques particulières, le titulaire est tenu de :

- Procéder à l'identification du matériel, dans un délai de 30 jours suivant la notification
- Transmettre le planning prévisionnel de maintenance préventive, dans un délai de 30 jours suivant la notification.

10.3 - Maintenance préventive

Par dérogation à l'article 27 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire doit assurer des prestations de maintenance préventive en s'engageant à respecter les préconisations du fabricant en termes de contenu et de fréquence des maintenances préventives.

10.4 - Maintenance corrective

Par dérogation à l'article 27 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire doit assurer des prestations de maintenance tous risques.

10.5 - Emission des commandes

Par dérogation à l'article 3.7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Chaque bon de commande doit indiquer les informations suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale et l'adresse du créancier
- Le numéro du bon de commande
- La référence du marché
- La nature des prestations à exécuter
- Le prix forfaitaire HT de chaque prestation
- Le lieu d'exécution des prestations
- La date d'exécution des prestations
- Le montant HT du bon de commande
- Toute référence utile à l'exécution du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité du marché dans la limite de 3 mois.

Le titulaire doit, à réception du bon de commande, communiquer à l'établissement du GHT :

- Les dates de réception du bon de commande
- Les numéros d'enregistrement interne du bon de commande
- Les noms et les numéros de téléphone des personnes chargées de suivre la commande
- A titre indicatif, les dates d'exécution des prestations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui ait notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'établissement du GHT dans un délai de 48 heures à compter de l'heure d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

10.6 - Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fourniture courantes et de services, les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande.

Les délais d'intervention et de remise en service sont fixés à l'article 8 du cahier des clauses techniques particulières.

10.7 - Expiration des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et services, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'achèvement des prestations.

Dans le cas où les prestations ne sont pas effectuées à la date limite de validité du marché, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'admission des prestations.

10.8 - Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution des prestations peut être accordée au titulaire par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 13.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

10.9 - Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est mentionné sur chaque bon de commande.

Article 11 - Information, conseil et obligation de résultat

Le titulaire a une obligation permanente d'information et de conseil auprès du pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire a également une obligation d'alerte. Dans ce cadre, le titulaire informe sans délai l'établissement du GHT concerné, de tout danger et de défaut mettant en péril la sécurité des biens et des personnes.

Article 12 - Evaluation et plan de progrès

12.1 - Evaluation de l'exécution

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT évaluent régulièrement la bonne exécution du marché et décide des actions à mener auprès du titulaire pour corriger les manquements à l'exécution du marché.

Trois niveaux sont prévus :

- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier simple
- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier avec accusé de réception
- Convocation des attributaires par courrier avec accusé de réception

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas mené les actions correctives appropriées dans les délais d'exécutions qui lui ont été signifiés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

12.2 - Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT souhaite déployer des actions ayant pour objectifs d'améliorer :

- La qualité des prestations [réduire le nombre de dysfonctionnements,...]
- De réduire son empreinte écologique [favoriser la mise en place de nouvelles filières de déchets recyclables, faciliter le transfert de déchets d'activité de soins vers d'autres filières de déchets (ordures ménagères, métal,...),...]
- D'optimiser ses coûts [mettre en place des indicateurs de suivi, améliorer la valorisation des déchets pris en charge,...]

Certains domaines ont été identifiés comme pouvant permettre de remplir ces objectifs. Il s'agit notamment de :

- L'optimisation des organisations
- L'amélioration de la qualité des prestations
- Le respect des bonnes pratiques
- L'amélioration des conditions de travail (sécurité,...)
- La prise en compte du développement durable
- La réduction des dépenses

Le titulaire doit proposer chaque année au pouvoir adjudicateur et/ou l'établissements du GHT les actions, en lien avec le marché, qu'il souhaite mettre en place pour atteindre les objectifs fixés.

Chaque action doit préciser au minimum :

- Les prérequis nécessaires pour sa mise en place
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre
- Les principaux jalons et les délais de mise en œuvre
- Les indicateurs de suivi

Article 13 - Modalités de détermination des prix

13.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique le cas échéant ce qui doit être réglé au titulaire.

13.2 - Forme des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix unitaires et définitifs.

13.3 - Détermination des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix figurant dans l'acte d'engagement du marché sont établis en tenant compte de toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent cahier des clauses administratives particulières et dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire reconnaît que les prix sont réputés comprendre :

- Les frais afférents aux prestations de service

- Toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.
- Les frais afférents aux prestations associées (formation et/ou information...)
- Les autres dépenses nécessaires à la réalisation des prestations (consommables, petites fournitures, gestion administrative, assurances, l'approvisionnement auprès du fabricant...)
- Les frais de déplacement pour la réalisation des prestations de maintenance ainsi que les frais de main d'œuvre
- Les pièces détachées
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison franco de port
- Les frais afférents au traitement et à l'évacuation des déchets selon la réglementation en vigueur, pour l'exécution des prestations du présent marché
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Le titulaire est lié par les prix qu'il a proposé dans la décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires.

13.4 - Taux de remise

Les différents taux de remise proposés par le titulaire dans la décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires s'appliquent pendant toute la durée du marché.

13.5 - Evolution des prix

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix des fournitures faisant l'objet du marché sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse. Le coefficient pour pièce est fixe pour la durée totale du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

L'ajustement des prix est effectué annuellement par application de la formule suivante :

$$Pa = Po * [0,15 + 0,85 \times (0,85 \text{ ICHT.IME/ICHT- IMEo}) + 0,15 \text{ FD/FDo}]$$

Pa = Prix ajusté

Po = Prix du marché établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)

ICHT- IME = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

ICHT- IMEo = Indice de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (Mo)

FD = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

FD = Indice de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (Mo)

L'indice de référence, publiée par l'INSEE, est la suivante :

- Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques - Base 100 en décembre 2008 (001565183)
- Index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics - Base 2010 (001711011)

Par dérogation à l'article 10.2.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

L'ajustement des prix intervient au 1^{er} janvier de chaque année d'exécution du marché. Le premier ajustement des prix ne peut intervenir avant le 1^{er} janvier 2026. Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande d'ajustement des prix. Toute demande d'ajustement des prix reçu après le 1^{er} décembre de chaque année est forclosée.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur la décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires récapitulant les prix correspondant à l'offre de base, les anciens prix ajustés (le cas échéant) et les nouveaux prix avec les pourcentages d'évolution successifs. Ces nouveaux prix sont alors fermes pendant une période de 1 an.

En cas d'interruption temporaire de la parution des indices, les derniers indices connus restent applicables le temps que les nouveaux indices paraissent.

En cas de suppression définitive des indices, les derniers indices connus restent applicables pendant 3 mois. Durant cette période, le titulaire et le pouvoir adjudicateur déterminent d'un commun accord, les nouveaux indices de référence. Dans le cas où le titulaire ainsi et le pouvoir adjudicateur ne parviennent pas à s'entendre sur le choix des nouveaux indices, le marché est alors résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

13.6 - Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter une révision de prix dont l'incidence est supérieure

à 1,50 % par rapport au prix en cours pour chaque période de reconduction et pour chaque prestation prévue au marché.

Dans le cas où la révision des prix est supérieure à 1,50 % le pouvoir adjudicateur peut décider, par dérogation à l'article 38 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de résilier de plein droit le marché. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

13.7 - Prestations non listées dans les annexes financières

L'établissement du GHT se réserve le droit de commander ponctuellement au titulaire des prestations qui ne sont pas listées dans la décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires sous réserve que :

- Il y ait un lien direct avec l'objet du marché
- Le montant des commandes n'excèdent pas 10 % de la valeur estimée du marché

Pour ce faire, le titulaire doit transmettre, autant de fois que nécessaire, à l'établissement du GHT la liste de ses prestations.

Le(s) taux de remise, mentionné(s) à l'article 13.4 du présent cahier des charges, s'applique(nt) à l'ensemble des prestations non listées dans la décomposition du prix global et forfaitaire / le bordereau des prix unitaires.

Article 14 - Opération de vérification et décision après vérification

Vérification quantitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations ou de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle effectivement exécutée.

Vérification qualitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations ou de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché ou de la commande.

Article 15 - Garantie

Les dispositions de l'article 33 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

Article 16 - Avance

16.1 - Avance du titulaire

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est versée au titulaire conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification des actes qui emportent commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versé au titulaire ne peut, conformément à l'article R 2191-9 du Code de la commande publique, être affecté par une clause d'évolution des prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la partie de l'avance versée correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

16.2 - Avance du sous-traitant

Sauf renoncement du sous-traitant porté à l'acte spécial, une avance forfaitaire est versée au sous-traitant conformément aux articles R 2193-19 et R 2193-20 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R 2193-19 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de l'acte spécial si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de l'acte spécial.

Le montant de l'avance versé au sous-traitant ne peut, conformément à l'article R 2191-9 du Code de la commande publique, être affecté par une clause d'évolution des prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande

publique.

Article 17 - Cautionnement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 18 - Modalités de règlement

18.1 - Paiements partiels définitifs

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations prévues au marché sont des paiements partiels définitifs.

18.2 - Contenu des demandes de paiement partiel définitif

Par dérogation aux articles 11.3 et 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les demandes de paiement afférentes au marché comportent, en plus des mentions légales, les indications suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse de l'établissement du GHT (débiteur)
- Le numéro du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- L'intitulé des prestations exécutées
- Les quantités des prestations exécutées
- En cas de remplacement de pièces hors forfait : le type de pièce changé, le coefficient pour pièce applicable et le nombre d'heures de présence sur site
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, auxquels cas il est établie une demande de paiement partiel définitif par intervention. En cas de non-respect de ces stipulations, le pouvoir adjudicateur retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement conjoint ou solidaire, les demandes de paiement partiel définitif doivent être décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

18.3 - Remise des demandes de paiement partiel définitif

Par dérogation aux articles 11.5.1 et 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les demandes de paiement partiel définitif pour les prestations de maintenance forfaitaires sont remises semestriellement, à terme échu.

Le titulaire doit, conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement partiel définitif sous format électronique.

Si le titulaire est attributaire de plusieurs lots, il sera établi des factures distinctes pour chaque lot ou une facture globale identifiant distinctement les différents lots.

Certains établissements sont susceptibles de demander une facturation par site et par service. Le titulaire prendra contact avec chaque référent facturation précisés dans l'annexe 2 du cahier des clauses administratives particulières pour déterminer les modalités de facturation.

Le numéro de SIRET et l'identification Chorus Pro de l'établissement du GHT sont également mentionnés à l'annexe 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Toute demande de paiement partiel définitif transmise en dehors du portail de facturation de l'Etat (Chorus Pro) sera rejetée par l'établissement du GHT.

18.4 - Acceptation des demandes de paiement partiel définitif

Les dispositions de l'article 11.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

18.5 - Mode de règlement

Par dérogation aux articles 11.7, 12.1.1 et 12.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre du marché est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- La date de réception de la demande de paiement partiel définitif si la date d'admission des prestations est antérieure à la date de réception de la demande de paiement partiel définitif
- La date d'admission des prestations si la date de réception de la demande de paiement partiel définitif est antérieure à la date d'admission des prestations

Le délai global de paiement peut être suspendu par l'établissement du GHT ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, l'établissement du GHT règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

La monnaie de facturation est l'Euro.

L'ordonnateur des dépenses est mentionné à l'annexe 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Le comptable assignataire des paiements est mentionné à l'annexe 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

18.6 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants indiqués dans l'acte d'engagement, dans les annexes financières sont établis en hors taxes et sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de facturation des prestations.

Le montant de la demande de paiement partiel et définitif est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

18.7 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le versement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant des intérêts moratoires est calculé conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal dans les contrats de la commande publique.

En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

Article 19 - Nantissement / cession de créance

Conformément aux dispositions des articles R2191-46 et R2191-47 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance au comptable assignataire mentionné à l'annexe 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Article 20 - Pénalités

Toute défaillance du titulaire pour des prestations non conformes et/ou manquement aux obligations contractuelles (interruption de service ou dérogation des engagements de qualité de service, mauvaise exécution, exécution partielle ou retard dans l'exécution des prestations) de la part du titulaire pourront faire l'objet de pénalités décrites ci-dessous cumulables entre elles, sans mise en demeure préalable et à chaque constat.

Cependant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de suspendre, réduire, voire supprimer la ou les pénalités comptabilités s'il juge que le titulaire a fait les efforts nécessaires pour créer les conditions d'un respect strict des conditions d'exécution de l'accord-cadre.

20.1 - Pénalités pour retard des prestations forfaitaires de maintenance

L'établissement du GHT se réserve le droit d'appliquer au titulaire une pénalité pour retard dans l'exécution des prestations de maintenance.

En cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance, au regard de la réglementation en vigueur et/ou des stipulations du cahier des clauses techniques particulières et/ou des dates indiquées dans le calendrier d'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard.

20.2 - Pénalités pour indisponibilité des équipements

L'établissement du GHT se réserve le droit d'appliquer au titulaire une pénalité pour indisponibilité des équipements. La pénalité est décomptée à compter de l'heure qui suit le délai fixé à l'article 8.13 du cahier des clauses techniques particulières.

Un équipement est indisponible lorsque, indépendamment de l'établissement du GHT et en dehors des périodes de maintenance préventive, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément de l'équipement auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de la réception de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès à l'équipement défaillant est retardé du fait de l'établissement du GHT, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'établissement du GHT de l'équipement en état de marche.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PH * R$$

P = le montant de la pénalité

PH = la pénalité horaire est de 25 euros

R = le nombre d'heures ouvrées de retard

20.3 - Autres pénalités en lien avec les prestations

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT se réservent le droit d'appliquer au titulaire les pénalités énumérées ci-dessous en cas de manquement à ses obligations :

- Non-respect du délai de remise du planning prévisionnel : 80 euros par semaine de retard
- Non-respect du délai d'intervention : 25 euros par heure de retard
- Non-respect du délai de rétablissement :
 - o Pour les petites réparations : 25 euros par jour ouvré de retard
 - o Pour les pannes importantes : 300 euros par jour calendaire de retard
- Non-respect de la transmission d'un devis : 100 euros par devis non transmis
- Retard dans la réalisation de l'état des lieux d'entrée/de sortie : 50 euros par jour ouvré de retard
- Non-levée de réserves constatées par un organisme de contrôle : 50 euros par réserve et par jour calendaire de retard
- Absence de remise des documents exigés pendant la durée du marché : 50 euros par jour ouvré de retard
- Non-respect des consignes données par l'établissement du GHT (jours / horaires d'intervention, organisation de la prestation...) : 100 euros par cas constaté
- Non-respect des consignes de sécurité par les agents du titulaire : 100 euros par cas constaté
- Absence du représentant du titulaire aux réunions programmées (dont les réunions programmées dans le cadre des commissions de sécurité ou de l'assistance à un organisme de contrôle ou de tout autre organisme) : 150 euros par réunion
- Non-respect des engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique : 200 euros par cas constaté
- Mauvais comportement des agents du titulaire (nuisance au bon fonctionnement des services,...) : 250 euros par cas constaté
- Non-respect des conditions vestimentaires des agents (absence de tenue ou tenue non identifiée, absence de port du badge, tenue sale / déchirée / abimée,...) : 150 euros par cas constaté
- Equipements de protection individuelle des agents du titulaire incomplets ou inexistant : 150 euros par cas constaté
- Dégradation des locaux / zones de l'établissement du GHT par les agents du titulaire : 250 euros par cas constaté en plus de la prise en charge des frais de remise en état des locaux
- Utilisation de matériel / produits non autorisés par l'établissement du GHT : 150 euros par cas constaté
- Perte des moyens d'accès (clefs, badge,...) par les agents du titulaire : 75 euros par cas constaté
- Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité : 1 000 euros par cas constaté
- Sous-traitance non déclarée : 1 000 € par cas constaté

20.4 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 2000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

20.5 - Pénalités pour travail dissimulé

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de

retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le titulaire.

Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché. Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

20.6 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 23 du présent cahier des clauses administratives particulières, il encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 25 euros par jour calendaire de retard.

20.7 - Pénalités pour erreur de facturation

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur réserve le droit d'appliquer, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, au titulaire une pénalité forfaitaire de 25 euros pour chaque erreur de facturation.

20.8 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 2000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

20.9 - Pénalités exclusion

Aucune pénalité ne sera exigible dans le cas où le matériel réputé obsolète est en panne et que les pièces détachées sont introuvables, ceci rendant la réparation dans les délais impartis impossible.

20.10 - Modalités d'application des pénalités

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect de ses engagements contractuels.

Concernant le décompte des pénalités, il s'applique à la demande du pouvoir adjudicateur sur le ou les sites sur lesquels les défauts sont constatés :

- Pour les pénalités se calculant en heures, toute heure commencée est comptée comme une heure ;
- Pour les pénalités se calculant en jours sont, sauf disposition contraire, comptés en jour calendaire, tout jour commencé est compté comme un jour

Toutes les pénalités prévues au marché peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le titulaire est informé de la décision par le pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT des pénalités par courrier ou courriel motivé.

A la suite de ce courrier ou courriel, le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT :

- Emettent un titre de recettes à l'encontre du titulaire correspondant aux pénalités
ou
- Demandent au titulaire de lui adresser un avoir correspondant aux pénalités

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT peuvent en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances, notamment en cas de non réalisation d'une prestation prévue par le cahier des clauses techniques particulières ou dans le mémoire technique du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les pénalités sont cumulables, non plafonnées, non forfaitaires et non libératoires. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Article 21 - Exécution aux frais et risques

En cas de :

- Résiliation du marché aux torts du titulaire
- En cas d'impossibilité pour le titulaire de réaliser, à l'exception des cas de force majeure reconnus par la législation / réglementation en vigueur ou les juridictions administratives, les prestations dans les délais et/ou aux conditions prévues au marché y compris en cas de grève de son personnel

L'établissement du GHT se réservent alors le droit de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Article 22 - Continuité du service

Le titulaire doit garantir la continuité de service à l'établissement du GHT :

- En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de ses agents ou des agents de ses sous-traitants affectés à l'exécution des prestations
- En cas d'absentéisme important de ses agents
- Lorsque le site de traitement initial se trouve indisponible

Le titulaire doit continuer d'assurer l'exécution des prestations dans les conditions définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Avant sa mise en place, l'organisation destinée à pallier la grève ou toute situation exceptionnelle doit être obligatoirement soumise à l'agrément de l'établissement du GHT.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations, l'établissement du GHT y pourvoit par tous les moyens qu'il juge utile. Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève ou de la situation exceptionnelle.

Article 23 - Assurances

Par dérogation à l'article 9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, en cas de dommage corporel, matériel et/ou immatériel, causés par l'exécution des prestations prévues au marché.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations, les attestations en cours de validité émanant de sa/ses compagnie(s) d'assurance permettant d'établir l'étendue des responsabilités garanties. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit, s'il y a lieu, souscrire, à ses frais, une police d'assurance complémentaire si celles existantes ne sont pas considérées comme suffisantes par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques des prestations prévues au marché.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché, conformément à l'article 32.6 du cahier des clauses administratives particulières.

Article 24 - Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel ou ses préposés, sous réserve que les informations, documents ou éléments ne soient pas déjà accessibles au public.

Le titulaire reconnaît par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'établissement du GHT et s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'établissement du GHT.

La méconnaissance de cette stipulation obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'établissement du GHT, qui lui sera communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assure donc la protection de toute information et tout document qui leur sont été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à leurs propres affaires.

Cette clause de secret continue de lier le titulaire pendant une période de trois ans à compter du terme du marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'établissement du GHT ou d'un tiers.

Article 25 - Connaissance des lieux

Le titulaire est supposé avoir pris connaissance, avant la remise de son offre, des différentes contraintes liées à l'exécution du marché.

A ce titre, le titulaire ne peut en aucune manière se prévaloir auprès de l'établissement du GHT de surcoûts ultérieurs ou de prolongation de délais, liés à l'absence de reconnaissance du/des lieu(x) d'exécution des prestations.

Article 26 - Sécurité et hygiène

Par dérogation à l'article 5.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel ou ses préposés les dispositions définies dans :

- Le règlement intérieur du Centre Hospitalier de Mâcon
- Les consignes de sécurité aux abords du Centre Hospitalier de Mâcon
- Les consignes de sécurité et d'hygiène du Centre Hospitalier de Mâcon

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de suspendre l'exécution des prestations prévues au marché, si les conditions de sécurité et d'hygiène ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions permettant de satisfaire ces conditions. Cette suspension n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Le personnel du titulaire ou de ses préposés doit être facilement identifiable, et pouvoir justifier de leur appartenance à leurs entreprises, ou être mandatés par elles.

Article 27 - Titulaire étranger

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Les prix libellés en Euro restent inchangés en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 28 - Sous-traitant étranger

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché (*indiquez le numéro et la date du marché*) ayant pour objet (*mentionnez l'objet du marché*). Ceci concerne notamment la Loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement partiel seront libellées en euros et soumises aux stipulations définies aux articles 18 du présent cahier des clauses administratives particulières et aux dispositions mentionnées à l'article 12 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

Article 29 - Langue

Tous les documents (fiches techniques, fiches de sécurité, inscriptions sur les équipements et leurs emballages, les modes d'emploi, factures, bons de livraison,...) et les échanges (courriers, courriels, fax,...) doivent être rédigés en langue française.

Article 30 - Obligations du titulaire

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Ces pièces et attestations doivent être déposées par le titulaire sur la plateforme mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et de faire procéder, conformément à l'article 32 du présent cahier des clauses administratives particulières, par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire est établi dans un autre Etat que la France, il doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, ce document peut être remplacé par une déclaration solennelle faite par le titulaire devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Dans ce cas, les documents fournis doivent être rédigés en langue française ou bien accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 31 - Modification du marché

Le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

31.1 - Modification des prestations prévues au marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de besoin, modifier les prestations prévues au marché dans le respect des dispositions prévues au Code de la commande publique.

31.2 - Modification du nombre d'appareils entretenus en cours de marché

En cours de marché, le nombre d'appareils à entretenir est susceptible d'être modifié, en plus ou en moins (centrales, détecteurs...), pour les motifs suivants :

- Suppression d'appareils
- Installation de nouveaux appareils

Le GHT se réserve le droit de procéder à des augmentations du nombre d'équipements sans modification de tarif et sans que le titulaire du marché puisse présenter une réclamation sans que cela n'augmente de plus de 10% le volume d'équipement à maintenir.

Un avenant au marché de base sera établi en augmentation ou en diminution. Il précisera notamment:

- La date d'effet de la modification, cette date ne modifiant pas la date du renouvellement du marché
- Le nouveau montant du marché pour l'année suivante, qui sera fonction de la variation constatée du nombre d'installation ou de matériel contrôlé et obtenu par application des prix unitaires indiqués par le titulaire sur l'offre de base.

31.3 - Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément à l'article L.2194-1 et l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut faire l'objet de prestations complémentaires sans nouvelle procédure de mise en concurrence. Les modifications auront pour objet la réalisation de prestations similaires à l'accord-cadre. Le montant des modifications ne pourra excéder 50% du montant initial de l'accord-cadre.

31.4 - Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme

Le titulaire doit en cas de modification des prestations rendues nécessaires par :

- Des directives et règlements
- De la législation / réglementation
- D'une décision administrative
- D'une jurisprudentielle
- Des normes

et affectant même de façon mineure l'exécution du marché, proposer des prestations répondant d'une part à ces nouvelles exigences et d'autre part aux dispositions définies dans le cahier des clauses administratives et/ou techniques particulières du marché.

Avant toute modification, le titulaire doit communiquer au pouvoir adjudicateur un dossier détaillant les modifications sur le marché.

En cas d'acceptation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, le titulaire est avisé par courrier avec accusé de réception.

En cas de refus de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en est avisé par courrier accusé de réception.

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de proposer des prestations répondant à ces nouvelles exigences, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 38 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

31.5- Modification temporaires des prix et/ou de la formule de révision des prix

Le titulaire du marché peut solliciter une augmentation temporaire des prix et/ou une modification de la formule de révision des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision des prix contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur est subordonnée à la production par chaque titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché. A ce titre, il doit notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis, du volume des commandes concernées, de l'impact du bouleversement sur l'intégralité du marché, et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

En cas d'acceptation de la demande, le pouvoir adjudicateur définira une période limitée de modification des prix. La prolongation de la modification des prix ne pourra être acceptée que si le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire. Les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente d'un avenant signé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire

- Le titulaire ne peut refuser de réaliser les prestations demandées par les établissements du GHT au motif que les prix n'ont pas été modifiés

31.6 - Modification du montant du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de circonstances imprévues, augmenter le volume maximum contractuel du marché dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si les événements ou les circonstances imprévisibles ont pour conséquence d'exposer les établissements du GHT à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité de leurs missions de service public.

31.7 - Modification de la durée du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de circonstances imprévues, prolonger la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant des événements imprévisibles et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité de leurs missions de service public.

31.8 - Modification affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché

Modification administrative

Le titulaire pourra solliciter la modification du marché en cas de changement affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société
- La forme juridique de la société
- La raison sociale et l'adresse du siège
- Le capital social
- La domiciliation des paiements
- Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société

Ces changements doivent impérativement être signalés avant l'émission de toute nouvelle demande de paiement partiel définitif. Ces changements se font sans modification de l'offre du titulaire.

Ces modifications peuvent, sans qu'un avenant soit obligatoirement nécessaire, être formalisées par simple un échange de courrier ou un certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

L'inobservation de ces règles d'information par le titulaire délie, conformément à l'article L 2191-5 du Code de la commande publique, l'établissement du GHT du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

Cession du marché

Le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le titulaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante

Dans sa demande d'agrément, le titulaire actuel communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Un numéro d'identification SIREN et SIRET
- La date à laquelle la cession doit intervenir
- La forme juridique du nouveau titulaire
- La raison sociale et l'adresse du siège du nouveau titulaire
- Les personnes ayant pouvoir à engager le nouveau titulaire
- La domiciliation bancaire du nouveau titulaire

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du titulaire pressenti après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le titulaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées.

La cession est subordonnée à l'autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le titulaire pressenti :

- Ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées
- Ne transmet l'intégralité des documents permettant l'élaboration d'un avenant
- Refuse d'accepter l'intégralité des dispositions prévues au marché

En cas non validation de la cession du marché au titulaire pressenti, le pouvoir adjudicateur résiliera le marché en application de l'article 38 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services.

Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire actuel, à aucune indemnité.

Article 32 - Résiliation

32.1 - Décès ou incapacité civile du titulaire

Les dispositions de l'article 39.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

32.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Par dérogation aux dispositions de l'article 39.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse à la mise en demeure dans un délai de 31 jours calendaires, la résiliation du marché est prononcée de plein droit. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou s'il lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend alors effet à la date de la décision de l'administrateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration de la mise en demeure. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation prend effet à la date de l'évènement. Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

32.3 - Incapacité physique du titulaire

Les dispositions de l'article 39.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

32.4 - Difficulté d'exécution du marché

Les dispositions de l'article 40.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

32.5 - Ordre de service tardif

Les dispositions de l'article 40.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

32.6 - Faute du titulaire

Par dérogation à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire n'a pas respecté les obligations contractuelles mentionnées dans le cahier des charges
- Le titulaire n'a pas transmis les documents mentionnés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 et R 2143-16 du Code de la commande publique
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement
- Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur dans le cadre des articles 17 et 22 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 23 du présent cahier des clauses administratives particulières
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, ne pas pouvoir exécuter ses engagements
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché
- Le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs
- L'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Hormis les trois derniers cas, la résiliation du marché peut intervenir après une mise en demeure restée infructueuse. La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les prestations prévues au marché. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés

sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

32.7 - Intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'a pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours calendaires après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, défini à l'article 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Article 33 - Clause de réexamen

En complément de l'article 25 du CCAG FCS, réexamen des conditions d'exécution est envisagé, lorsque des circonstances imprévues affectent significativement les conditions d'exécution du marché sans pour autant faire obstacle à la poursuite des prestations afin que les parties examinent les conséquences, notamment financières de ces circonstances.

Le pouvoir adjudicateur et/ou les établissements du GHT se réservent la possibilité de réexaminer les conditions financières du marché par utilisation d'une clause d'examen dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévues au marché.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant.

Article 34 - Règlement des différends / litiges

34.1 - Différends

Les dispositions de l'article 46 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

34.2 - Litige

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent sera celui du domicile du pouvoir adjudicateur (tribunal de DIJON).

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et/ou les établissements du GHT et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

34.3 - Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics

Conformément aux articles R.2197-1, R.2197-16, R.2197-23 et R.2197-24 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

Nom officiel	Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
Adresse postale	1 boulevard Vivier Merle
Ville	Lyon Cedex 03
Code postal	69443
Pays	France
Téléphone	04 26 99 28 33
Courrier électronique	ara.ccira@directe.gouv.fr

Article 35 - Dérogations aux articles du CCAG

Les articles du cahier des clauses administratives particulières qui dérogent au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
Article 8.1	Article 4

Article 9	Article 3.6
Article 10.3	Article 27
Article 10.4	Article 27
Article 10.5	Article 3.7
Article 10.6	Article 13.1
Article 10.7	Article 13.2
Article 12.1	Article 41
Article 13.3	Articles 10.1.3
Article 13.5	Articles 10.1.1, 10.1.2 et 10.2.3
Article 13.6	Article 10.1.2 et 38
Article 18.2	Articles 11.3 et 12.1.3
Article 18.3	Articles 11.5.1 et 12.1.3
Article 18.5	Articles 11.7, 12.1.1 et 12.1.2
Article 20.4	Articles 14.1
Article 20.5	Articles 14.1
Article 20.6	Articles 14.1
Article 20.7	Articles 14.1
Article 20.9	Articles 14.1.2 et 14.1.3
Article 23	Article 9
Article 24	Article 5.1
Article 26	Article 5.3
Article 31.2	Article 38
Article 32.2	Article 39.2
Article 32.6	Article 41
Article 32.7	Article 42